Intervention de Sophie Binet

Matignon | 21 octobre 2026

Monsieur le Premier ministre, Messieurs les ministres,

Pourquoi attendre que le pays s'embrase pour enfin recevoir les syndicats à Matignon ?

- **Cela fait 13 mois que nous vous alertons sur l'explosion inédite des licenciements et que l'on vous demande d'organiser des assises de l'industrie**.
  En vain. Résultat : il n'y a jamais eu autant de licenciements dans notre pays, même après la crise financière de 2008 et nous subissons des drames sociaux qui auraient pu être évités si nous avions été écoutés (Fonderies de Bretagne, Fibre Excellence…).
- **Cela fait 9 mois que nous vous alertons sur l'explosion du coût de la vie et que nous demandons l'organisation d'une table ronde pour prendre des mesures d'urgence**.
  En vain. Résultat : un déclassement inédit pour les travailleurs et les travailleuses qui provoque des manifestations massives contre la vie chère.
- **Cela fait 4 mois qu'on vous alerte sur le délabrement de nos services publics et l'impréparation de notre pays face à la canicule**.
  En vain. Résultat 8300 morts, 100 000 hectares partis en fumée, 25 000 sinistré·es, des travailleurs et travailleuses sans protection contre la canicule cet été. Cet été terrible pèse aussi sur l'état d'esprit en cette rentrée alors que ces catastrophes auraient pu être évitées.

Si toutes ces alertes avaient été entendues notre pays ne serait pas dans cet état aujourd'hui.

Je vais donc clarifier tout de suite l'ordre du jour : le problème, ce n'est pas l'organisation de nos manifestations. On sait sécuriser nos manifestations, votre ministre de l'Intérieur peut d'ailleurs en attester. Le problème, c'est qu'on ne répond pas à une mobilisation sociale par de la répression.

Ce qui s'est passé samedi est le résultat de 10 ans de passage en force, 10 ans de mépris, vis-à-vis des jeunes et travailleur·euses. Beaucoup nous disent : "On a pétitionné, on a fait grève, on a manifesté on n'est jamais entendu, il ne reste que la violence." Notre position est claire, elle est constante et nous n'avons pas attendu l'injonction inacceptable d'Emmanuel Macron. La CGT appelle toujours à des mobilisations pacifiques et se dissocie fermement des dégradations et des violences qui sont toujours contre-productives pour les travailleurs et les travailleuses. Elles conduisent à ce que nos revendications passent au second plan, elles détruisent nos outils de travail et nos services publics, elles se portent contre d'autres travailleurs et travailleuses à qui nous apportons notre soutien.

Aucune mesure sécuritaire ne remplacera les réponses politiques.

Pourquoi refuser de recevoir les jeunes avec nous ? Pourquoi refuser de les recevoir cette semaine ? Pourquoi nous demander de parler d'eux... sans eux ? Il manque les principaux concernés autour de cette table ! Je me félicite qu'enfin vous annonciez qu'ils et elles seront reçu·es la semaine prochaine, mais je vous dis que, comme depuis 1 mois, vous êtes encore et comme toujours, en retard et en décalage. C'est maintenant qu'il faut répondre à leurs revendications pour apaiser le pays et éviter un nouveau samedi sous haute tension. Il faut de premières annonces qui montrent qu'ils et elles sont écouté·es et qu'un cycle de négociations s'ouvre. Monsieur Lecornu, il faut que vous les receviez cette semaine pour les respecter et les considérer.

Le problème, enfin, c'est votre stratégie de maintien de l'ordre : nous sommes inquiets par le fossé entre la police et la population. Notre police républicaine est fragilisée comme jamais. Des centaines de milliers de jeunes et de travailleur·euses ont une défiance profonde vis-à-vis de celle-ci. Et pour cause ! Il faut voir comment ils et elles sont traité·es depuis 1 mois. **Jamais une mobilisation lycéenne n'a été traitée de la sorte : des gardes à vue massives avec des milliers d'enfants qui ont passé la nuit dans des commissariats, 250 jeunes qui ont été blessé·es par les forces de l'ordre, certains très gravement.** C'est un problème que le gouvernement n'ait pas eu un mot pour ces enfants et pour leurs familles. Il y a aussi eu 2 morts dans les manifestations le 17 et le 18 octobre sur lesquels il faut que toute la lumière soit faite.

Certain·es de nos militants ont été blessés : samedi dernier à Toulouse, le carré de tête intersyndical parfaitement identifié derrière la banderole a été visé par une grenade de désencerclement qui a blessé quatre dirigeantes syndicales qui ont déposé plainte. Certains de nos militants ont été placés en garde à vue alors qu'ils étaient en chasubles CGT et qu'ils s'interposaient entre des automobilistes et des enfants. J'alerte donc solennellement il faut une désescalade immédiate et un changement radical de stratégie du maintien de l'ordre pour éviter les drames !

Je tiens aussi à vous faire part de notre grand étonnement quand on entend jusqu'au plus haut sommet de l'État que les violences de samedi seraient le fait de l'«ultra gauche ». Des enquêtes sont en cours, la justice est saisie, quels sont les éléments qui vous permettent de l'affirmer ? Pourquoi ne pas laisser la justice faire son travail sereinement ?

Nous avons fait le choix d'être présents pour sécuriser les manifestations du 6/10, du 8/10 et du 13/10, ce qui a permis qu'elles se passent bien. Pour le 24/10 nous allons donner les mêmes directives : partout où c'est possible, déposer des parcours simples et sécurisants, être présents en chasubles rouges. Nous comptons sur les préfets et les forces de l'ordre pour permettre que ces manifestations se passent pacifiquement.

Le rendez-vous principal est le 5 novembre. Je le rappelle solennellement, le droit de manifester est une liberté fondamentale, c'est ce qui fait la différence entre une dictature et une démocratie. Il n'y a pas de démocratie sans liberté de manifester. La seule solution pour mettre fin aux manifestations c'est la réponse aux revendications. Et ça tombe bien, cela dépend de vous.

La colère est immense chez les jeunes, les travailleurs et les retraité·es. Il faut des mesures fortes et immédiates pour y répondre. Plus vous attendez, plus la facture monte. Chaque jour qui passe va vous coûter plus cher. Et la facture est déjà aujourd'hui bien plus élevée qu'il y a 6 mois car la mobilisation change la donne.

Pour les jeunes, vous connaissez leurs revendications, portées d'ailleurs de façon unitaire par la quasi-totalité des organisations lycéennes et étudiantes. Il faut supprimer Parcoursup. **Il faut des moyens pour les lycées et les universités. Les présidents d'universités demandent 1 milliard, c'est une première et c'est un signe d'alarme sur la gravité de la situation. Il faut augmenter les bourses.**

Pour les travailleurs et les travailleuses il faut des mesures qui dépendent directement de vous :

- **Augmenter le SMIC de 10%, indexer les salaires et les pensions, et ça commence par les fonctionnaires en revalorisant immédiatement le point d'indice.** Il faut mettre à l'ordre du jour l'égalité femmes-hommes et la transposition immédiate de la directive transparence salariale.
- **Bloquer les prix des carburants et des produits de première nécessité.**
- **Revoir votre projet de budget**. Il est dangereux pour le pays : alors que les travailleurs sont asphyxiés, vous allez aggraver la situation en gelant les prestations sociales : les APL, les allocations familiales, les pensions de retraite, les bourses..., en taxant les malades, et en passant le reste à charge à 350 € sur le CPF… Il faut supprimer l'ensemble de ces mesures !
- **Mettre fin aux licenciements alors chaque jour des usines ferment et des emplois sont supprimés.** Quand allez-vous conditionner les aides publiques aux entreprises ?

N'imaginez même pas nous renvoyer à des négociations avec le patronat. Ça suffit. On a assez donné :

- Négociation sur les contrats courts : ils l'ont fait capoter.
- Conférence Travail Emploi Retraites, ils l'ont boycottée.
- Pension Agirc Arrco : ils ne lâchent que des miettes.
- Jeunes : ils nous proposent de mettre en place un CPE XXL. Si vous cherchez encore du carburant pour la mobilisation, demandez-leur un coup de main !

Ce n'est pas la peine non plus d'annoncer une énième conférence sociale. La conférence salariale a eu lieu il y a trois ans et les quelques toutes petites mesures qui en sont sorties n'ont même pas été mises en œuvre.

Nous avons donc besoin d'annonces sonnantes, trébuchantes et immédiates.

Monsieur le Premier ministre, nous ne sommes pas dans n'importe quel moment. Notre pays peut basculer.

L'extrême-droite est aux portes du pouvoir. Vous le savez, ça n'est pas un parti comme les autres. C'est un danger mortel pour notre démocratie. Elle l'a annoncé clairement, si elle est élue elle fera un coup de force démocratique et organisera un référendum constitutionnel pour instaurer la préférence nationale - c'est à dire la xénophobie d'État - dans la constitution. Notre pays est confronté à une stratégie massive d'ingérence étrangère, menée tambour battant par Donald Trump et dans l'ombre par Poutine. Quand le Président de la première puissance mondiale dit à 2 reprises que la France est en crise à cause de l'immigration et des musulmans, ce sont des propos inacceptables qu'il faut prendre très au sérieux. Donald Trump a appliqué cette stratégie en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Argentine et au Brésil et c'est la stratégie qu'il veut mettre en place pour porter l'extrême-droite au pouvoir en mai. Nous sommes d'autant plus inquiets qu'en France le racisme et l'antisémitisme se banalisent comme jamais, portés par le Rassemblement National ! Hier encore à Lyon, 200 néonazis ont manifesté à 20h malgré le couvre-feu.

Monsieur le Premier ministre. Le danger est là. Pas ailleurs.

Pour éviter la catastrophe, il faut répondre à la colère sociale. Entendre les jeunes, entendre les travailleurs et travailleuses, entendre les retraité·es. Cela dépend de vous M. le Premier ministre. C'est l'heure des choix et des responsabilités pour celles et ceux qui sont attachés à la démocratie et à la République.